

**COMMUNE D'OLLIOULES - DEPARTEMENT DU VAR**  
**DELIBERATION DE LA COMMUNE D'OLLIOULES**

**N° 24/03/1.1**

**SEANCE DU 11 MARS 2024**  
**L'AN DEUX MILLE VINGT QUATRE ET LE ONZE MARS à 18 HEURES**

NOMBRE DE CONSEILLERS			
EN EXERCICE	PRESENTS	REPRESENTE(S)	ABSENT(S)
33	27	6	0

Le Conseil Municipal de la Commune d'OLLIOULES s'est réuni en session ordinaire, au lieu habituel de ses séances, sur la convocation et sous la présidence de Monsieur Robert BENEVENTI, Maire.

**PRESENTS :**

Robert BENEVENTI, Christine DEL NERO, Michel THUILIER, Nicole BERNARDINI, Dominique RIGHI, Laetitia QUILICI, Michel OLLAGNIER, Carine GINZAC, Didier MARTINA-FIESCHI, Delphine GROSSO, Guy PHILIPPEAUX, Brigitte CREVET, Nadine ALESSI, Jean-Louis PIERACCINI, Robert ARPINO, Florence GARRONE, Antoine VACCARO, Nathalie PESCHARD-LAUZIERE, Katell LE BLEIZ, Hélène CAREN, Patrick JOLI, Julien ROCCHIA, Ombeline LOMPRES, Benoît ADET, Anaïs HATRET, Christian BERCOVICI, Catherine MAGADDINO.

**REPRESENTEES :**

Patrick APARICIO, (représenté par Christine DEL NERO)  
Thierry AKSOUL, (représenté par Michel THUILIER)  
Philippe CASTILLO, (représenté par Nicole BERNARDINI)  
Valérie MASSENET, (représentée par Laetitia QUILICI)  
Stanislas ROQUEBERT, (représenté par le Maire)  
Claudie CARTEREAU-ZUNINO, (représentée par Christian BERCOVICI)

**Secrétaire de séance :** Anaïs HATRET

<b><u>VOTE :</u></b>		
<b><u>UNANIMITE</u></b> : NON	<b><u>POUR</u></b> : 31	<b><u>CONTRE(S)</u></b> :
<b><u>ABSTENTION(S)</u></b> : 2	<b><u>BLANC(S) et NUL(S)</u></b> :	

**OBJET : S.I.V.A.A.D. : autorisation de signature d'avenants ayant pour objet la modification des prix pour circonstances imprévisibles**

Madame Florence GARRONE, conseillère municipale rappelle à l'assemblée que la ville est adhérente du groupement de commande des collectivités territoriales du Var dans le cadre du SIVAAD, dont l'intérêt est de grouper les commandes publiques de plusieurs acheteurs pour obtenir, en raison des volumes commandés, le meilleur rapport qualité/prix auprès des fournisseurs et prestataires de services.

Le 15 septembre 2022, le Conseil d'Etat a rendu un avis n° 405540, qui entérine sous certaines conditions la possibilité de réviser les clauses contractuelles portant sur les prix, afin de les adapter à la hausse des coûts des matières premières, lorsque cette disposition n'était pas prévue au marché. Le Conseil d'Etat opère un rappel du cadre juridique applicable, notamment des dispositions des articles L. 2194-1 et L. 3135-1 du Code de la commande publique, selon lesquelles un marché ou un marché de concession peut être modifié sans nouvelle procédure de mise en concurrence lorsque, notamment, les modifications ont été prévues dans les documents contractuels initiaux (1°) ou sont rendues nécessaires par des circonstances imprévues (3°) ou ne sont pas substantielles (5°) ou encore sont de faible montant (6°).

Le Conseil d'Etat rappelle que les « circonstances imprévues » qui rendent nécessaires une modification sont celles qu'une autorité diligente ne pouvait pas prévoir (articles R. 2194-5 et R. 3135-5 du Code de la commande publique) et que, en pareil cas, s'agissant des marchés conclus par un pouvoir adjudicateur, chaque modification ne peut excéder 50 % du montant du marché initial, des modifications successives ne devant pas avoir pour objet de contourner les obligations de publicité et de mise en concurrence (articles R. 2194-3 et R. 3135-3 du même code).

Par conséquent, afin d'éviter une résiliation de marché et une impossibilité d'approvisionner les services communaux concernés, il est proposé la signature d'un avenant pour les accords-cadres suivants :

- Lot 41-DC17 : épicerie, conserves, vin de table, boissons diverses,
- Lot 29 DC08 Z1 : Viande fraîche de volaille et lapin, piécée à la demande et volailles entières prêtes à cuire – zone 1.

L'avenant ayant pour objet d'entériner les dispositions suivantes :

Concernant le lot 41-DC17 : épicerie, conserves, vin de table, boissons diverses :

- La mise en place d'une actualisation des prix exceptionnelle, du fait des circonstances imprévisibles survenues, établie sur la base des justificatifs fournis par l'entreprise et joints en annexe de chaque avenant, pour les deux articles suivants du bordereau des prix unitaires contractuel à savoir, DC17-321 (Huile d'olive vierge extra bidon de 5 litres), et DC17-321a (Huile d'olive vierge extra bidon de 1 litre).
- L'application de la prochaine révision des prix semestrielle prévue au 1<sup>er</sup> juillet 2024 basée sur l'indice INSEE 010535607 (denrées alimentaires, boissons et produits à base de tabac) sur le prix actualisé de chacun des deux articles du BPU.

Concernant le lot 29 DC08 Z1 : Viande fraîche de volaille et lapin, piécée à la demande et volailles entières prêtes à cuire – zone 1 :

- La mise en place d'une actualisation des prix exceptionnelle pour les 29 articles du BPU les plus impactés, établie sur la base du prix moyen mensuel au 01/01/2024 publié par le RNM (Réseau des nouvelles des marchés) – FRANCE AGRIMER, qui donne une synthèse des cours des grossistes au marché national de RUNGIS,
- L'application de la prochaine révision des prix trimestrielle prévue au 1<sup>er</sup> avril 2024, basée sur les indices « volaille et lapin » publiés par le RNM (Réseau des nouvelles des marchés) – FRANCE AGRIMER, pour l'ensemble des prix du BPU, en remplacement des indices « ITAVI « volaille et lapin ».

L'ASSEMBLEE,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

OUI L'EXPOSE DE SON RAPPORTEUR,  
APRES DELIBERE,

AUTORISE Monsieur le Maire à signer l'avenant n°1 pour les accords-cadres des lots suivants, à savoir :

- Lot 41-DC17 : épicerie, conserves, vin de table, boissons diverses,
- Lot 29 DC08 Z1 : Viande fraîche de volaille et lapin, piécée à la demande et volailles entières prêtes à cuire – zone 1.

**LE MAIRE**  
**Robert BENEVENTI**



**Le ou la secrétaire**  
**de séance**